

Burundi : un officier de police menace publiquement d'éliminer des opposants

@rib News, 19/04/2019 Source AFP Un haut responsable de la police burundaise a publiquement menacé d'éliminer les membres du principal parti d'opposition et leurs familles, s'ils organisent des "réunions clandestines" à leur domicile, selon un enregistrement audio parvenu vendredi à l'AFP.

Ces menaces ont été proférées par un commissaire provincial alors que le parti d'opposition Congrès national pour la liberté (CNL), deuxième force politique du pays, dénonce la "force" répressive qui frappe ses membres depuis son agrandissement fin février. "Je voudrais dire à celui qui tient une réunion clandestine nocturne chez lui que si on en est averti (...), tu seras en train d'attirer le malheur sur toute ta famille", a déclaré Jérôme Ntibogora, le commissaire de la police dans la province de Muyinga (est), lors d'une réunion publique mercredi dirigée par le gouverneur de la province dans la commune de Gasogwe. L'authenticité de l'enregistrement a été confirmée à l'AFP par plusieurs témoins sur place, dont des sources administratives, sous couvert de l'anonymat. Le commissaire a assuré qu'il a toujours sur lui "des engins (explosifs)" et, a-t-il dit, il "suffit que je jette deux d'entre eux dans cette maison". "Si tu veux perturber la sécurité, je vais en finir avec toi sur place, et si tu es avec ta femme et tes enfants, vous partez ensemble", a-t-il ajouté, répondant à des questions sur la répression qui frappe les militants du CNL. Contactés par l'AFP, la police nationale et le ministre de l'Intérieur n'ont pas souhaité réagir aux propos tenus par le commissaire. Un responsable gouvernemental a toutefois exploré sous couvert de l'anonymat "un excès de zèle" de la part du policier. "Un gradé de la police ne peut tenir de tels propos car ils ne correspondent pas à la politique du gouvernement", a-t-il affirmé. Le commissaire Ntibogora dirigeait la police dans les quartiers sud de Bujumbura au plus fort de la crise en 2015, et a été une des grandes figures de la répression des manifestations contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé. Le Burundi est en crise depuis que le président a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. Le porte-parole du CNL, Aimé Magera, a dénoncé une "véritable chasse à l'homme" contre les militants du parti, soutenant avoir recensé quelque 135 arrestations depuis la mi-février, principalement "sous le prétexte de tenir des réunions non autorisées". Selon M. Magera, les autorités estiment que ces réunions sont illégales car le parti n'a pas encore nommé de responsables provinciaux et communaux. "Beaucoup parmi eux (les militants arrêtés) ont été torturés, dont un qui a succombé à ses blessures" dans la province de Kirundo (nord-est), alors que quatre autres sont portés disparus dans la province de Gitega (centre), a-t-il assuré. Ces exactions ont été confirmées à l'AFP par des sources policières et des témoins, ainsi que par des médias locaux indépendants qui documentent ces cas. Le CNL a décidé d'organiser un congrès samedi à Bujumbura au cours duquel il va nommer des responsables locaux. "Nous voulons aller au pouvoir le prétexte qu'il avance pour expliquer les arrestations de nos membres, en attendant que nos militants tiennent des réunions clandestines non autorisées puisqu'on n'a pas de responsables locaux reconnus officiellement", a expliqué son porte-parole.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});